



**Accord-cadre n° 2025-32 DOSAGES BIOMARQUEURS**  
**passé en application des articles R.2161-2 à R.2161-5, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13**  
**et R.2162-14 du code de la commande publique.**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**  
**(CCAP)**  
***Commun aux 16 lots***

**OBJET DE LA CONSULTATION :**

**REALISATION DES DOSAGES DE BIOMARQUEURS DANS DES**  
**ECHANTILLONS COLLECTES LORS D'ETUDES DE**  
**BIOSURVEILLANCE DE SANTE PUBLIQUE FRANCE**

**Personne publique**

Santé publique France  
Madame la directrice générale  
12 rue du Val d'Osne  
94415 Saint Maurice Cedex  
Tel : 01 41 79 67 00  
Fax : 01 41 79 69 59

**Web :** [www.santepubliquefrance.fr](http://www.santepubliquefrance.fr)  
**Profil acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## SOMMAIRE

POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES .....	3
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT .....	3
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 4 – FORME ET MONTANT DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ .....	6
ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS .....	7
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....	9
ARTICLE 9 – RÉVISION DES PRIX .....	10
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS.....	10
ARTICLE 11 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT ET DE PAIEMENT.....	11
ARTICLE 12 – NANTISSEMENT – CÉSSION DE CRÉANCES.....	13
ARTICLE 14 – MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES - CLAUSE DE REEXAMEN.....	15
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ .....	16
ARTICLE 16 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	16
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE .....	16
ARTICLE 18 - ASSURANCES .....	17
ARTICLE 19 – RÉSILIATION.....	17
ARTICLE 20 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	17
ARTICLE 21 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION .....	18
ARTICLE 22 – PROTECTION DES DONNÉES .....	18
ARTICLE 23 – PLAN DE PROGRES EN MATIÈRE SOCIALE .....	21
ARTICLE 24 - DÉROGATIONS .....	24

## POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur :

**Santé publique France, l'agence nationale de santé publique**

12 rue du Val d'Osne

94415 Saint Maurice Cedex

Tel : 01 41 79 67 00

Etablissement public national à caractère administratif, créé par l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 et le décret n°2016-523 du 27 avril 2016.

Pour en savoir plus sur Santé publique France : <http://www.santepubliquefrance.fr>

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Le présent marché a pour objet la réalisation des dosages de biomarqueurs dans les échantillons collectés lors d'études de biosurveillance de Santé publique France.

La présentation du contexte du marché et les prestations à réaliser figurent dans le CCTP de chacun des lots.

**Classification CPV : 85145000 – 71900000**

## ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti et composé de 16 lots de la manière suivante :

- ✓ Lot 1 : Dosages des bisphénols et alkylphénols dans des échantillons d'urine collectés dans les études de biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 2 : Dosages des métabolites du Fopel dans des échantillons d'urine collectés dans les études de biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 3 : Dosages du glyphosate et ses métabolites dans des échantillons d'urine collectés dans les études de biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 4 : Dosages des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans des échantillons d'urine collectés dans les études de biosurveillance de Santé publique France
- ✓ Lot 5 : Dosages du mercure dans des échantillons de cheveux collectés dans les études de biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 6 : Dosages des métaux dans des échantillons de sang total collectés dans les études de biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 7 : Dosages de spéciation de l'arsenic dans des échantillons d'urine collectés dans les études de biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 8 : Dosages des métaux et métalloïdes dans des échantillons d'urine collectés dans les études de biosurveillance de Santé publique France
- ✓ Lot 9 : Dosages des néonicotinoïdes et leurs métabolites dans des échantillons d'urine collectés dans les études biosurveillance de Santé publique France.

- ✓ Lot 10 : Dosages des pesticides organochlorés dans des échantillons de sérum collectés dans les études biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 11 : Dosages des pesticides organophosphorés et leurs métabolites dans des échantillons d'urine collectés dans les études biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 12 : Dosages des PFAS et des lipides sériques dans des échantillons de sérum collectés dans les études biosurveillance de Santé publique France
- ✓ Lot 13 : Dosages des métabolites de phtalates et substituts dans des échantillons d'urine collectés dans les études biosurveillance de Santé publique France
- ✓ Lot 14 : Dosages des métabolites des pesticides pyréthrinoïdes dans des échantillons d'urine collectés dans les études biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 15 : Dosages des triazoles et leurs métabolites dans des échantillons d'urine collectés dans les études biosurveillance de Santé publique France.
- ✓ Lot 16 : Dosages des ions perchlorates, nitrates et thiocyanates dans des échantillons d'urine collectés dans les études biosurveillance de Santé publique France.

<b>ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>
---

Les documents contractuels régissant le marché sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) de chacun des lots, dûment complété, daté et signé pour une personne habilitée à engager la responsabilité du Titulaire et par le pouvoir adjudicateur ;
- L'annexe financière de chacun des lots : annexe 1 de l'ATTRI1 comportant les bordereaux de prix unitaires (BPU) et des prix forfaitaires pour les 100 premiers dosages et la vérification de la conformité de l'échantillon de cheveux (Orientation Racine- masse- longueur) (prix global et forfaitaire (PGF) dûment complétée et datée ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de Santé publique France fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), de chacun des 16 lots dont l'exemplaire conservé dans les archives de Santé publique France fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commande qui seront émis et notifiés au titulaire ultérieurement par Santé publique France, au fur et à mesure de ses besoins ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de différence ou de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de litige, seuls les originaux conservés par Santé publique France feront foi. Les éventuelles dérogations au CCAG/FCS sont listées à l'article 22 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG/FCS s'appliqueront.

#### ARTICLE 4 – FORME ET MONTANT DU MARCHE

Le marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique. Les avis d'appel à la concurrence ont été publiés au BOAMP et au JOUE.

Chaque lot donnera lieu à l'établissement d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, sans engagement sur le volume minimum d'échantillons à doser et avec un volume maximum d'échantillons à doser sur la durée du marché.

**Les quantités maximum d'échantillons dosés selon chacun des lots sont les suivantes :**

<b>Lot concerné</b>	<b>Echantillons maximum</b>
<b>Lot 1 (urines) : bisphénols et alkylphénols</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 2 (urines) : métabolites du Folpel</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 3 (urines) : glyphosate et ses métabolites</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 4 (urines) : hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)</b>	<b>5 000</b>
<b>Lot 5 (cheveux) : mercure</b>	<b>5 000</b>
<b>Lot 6 (sang) : métaux</b>	<b>5 000</b>
<b>Lot 7 (urines) : spéciation de l'arsenic</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 8 (urines) : métaux et métalloïdes</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 9 (urines) : néonicotinoïdes et leurs métabolites</b>	<b>5 000</b>
<b>Lot 10 (sang) : pesticides organochlorés</b>	<b>6 000</b>
<b>Lot 11 (urines) : pesticides organophosphorés et leurs métabolites</b>	<b>5 000</b>
<b>Lot 12 (sang) : PFAS et lipides sériques</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 13 (urines) : métabolites de phtalates et substituts</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 14 (urines) : métabolites des pesticides pyréthrinoides</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 15 (urines) : triazoles et leurs métabolites</b>	<b>7 000</b>
<b>Lot 16 (urines) : ions perchlorates, nitrates et thiocyanates</b>	<b>5 000</b>

Il convient de préciser que le volume maximal susceptible d'être dosé n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation réelle du marché. Ce volume n'est qu'un seuil au bout duquel le marché prendra obligatoirement fin, qu'il soit ou non arrivé à son échéance.

Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et de la survenance des besoins.  
Il s'agit d'un marché de services.

## ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de six ans à compter de sa notification au Titulaire.

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 19 du présent cahier des clauses administratives particulières.

## ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La réalisation des prestations du présent accord cadre s'effectue selon les conditions détaillées dans le CCTP de chacun des lots et conformément aux modalités de réalisation définies par le Titulaire dans son offre technique. Les prestations sont réalisées par le Titulaire conformément aux bons de commande.

### 6.1 *Etablissement des bons de commande*

Chaque prestation fait l'objet d'un bon de commande établi par Santé publique France, au fur et à mesure de ses besoins. Les prestations commandées, les délais et les dates de réalisation sont fixés par Santé publique France dans les bons de commande.

Le bon de commande mentionne les éléments suivants :

- L'objet de l'accord cadre et le n° du lot ;
- La date de la commande ;
- L'objet du bon de commande ;
- L'étude concernée
- La nature des prestations à réaliser et leur quantité ;
- Le calendrier d'exécution des prestations à compter de la réception des échantillons (le bon de commande indique précisément le délai de réalisation des prestations ;
- Le coût des prestations HT et TTC, conformément à l'annexe financière de l'acte d'engagement du présent marché.

Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne ayant reçu la délégation à cet effet. Le bon de commande est adressé au Titulaire par courrier électronique. Le titulaire en accuse réception.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. La durée d'exécution des bons de commande ne pourra excéder de plus de six mois le terme de l'accord cadre.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commandes sont adressés au seul mandataire du groupement, quelle que soit la forme de ce dernier. Le mandataire du groupement a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

### 6.2 *Modification des bons de commande en cours de réalisation des prestations*

Le bon de commande peut être modifié à tout moment par Santé publique France en cours de réalisation de la prestation. Dans cette hypothèse Santé publique France adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation notamment par mail.

Ce bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de réalisation des prestations.

### 6.3 *Délai d'exécution des prestations*

Le délai d'exécution des prestations comprend les périodes successives suivantes :

- Le laboratoire disposera de 6 mois pour doser les échantillons à compter de leur réception.
- Délai de démarrage de la prestation : pour garantir le délai d'exécution, la prestation devra commencer au plus vite et au plus tard dans le mois qui suit chaque réception des échantillons ;

- Délai de conservation des échantillons : 3 mois à compter de la validation de l'ensemble des dosages d'une même étude ou cycle d'étude par Santé publique France ;

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution des prestations débutera à partir de la réception des échantillons par le Titulaire.

La date de signature du bordereau de transport des échantillons par le Titulaire servira de point de départ au délai d'exécution des prestations de quantification des échantillons et vaut ordre de service. Le Titulaire adresse une copie du bordereau de transport daté et signé à Santé publique France.

Les prestations sont réalisées par le Titulaire de l'accord cadre conformément aux délais d'exécution définis aux documents contractuels. Ces délais sont impératifs et leur non-respect entraîne l'application d'une pénalité de retard définie à l'article 10 du présent CCAP.

Toutes modifications relatives aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord écrit de Santé publique France notifié par email au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

#### **6.4 Prolongation du délai d'exécution**

Une prolongation du délai de réalisation peut être accordée, par le pouvoir adjudicateur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le Titulaire doit signaler, sans délai au pouvoir adjudicateur ou à une autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai de réalisation. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au Titulaire sa décision par retour dans les 8 jours ouvrés maximum, à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai de réalisation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

#### **6.5 Arrêt de l'exécution de prestations en cours**

L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par Santé publique France et notifié au Titulaire par une lettre recommandée avec accusé de réception sans que cette décision ne nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au Titulaire sont calculées au prorata du travail effectivement exécuté, tel que figurant sur le bon de commande.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation de l'accord cadre et n'entraîne pas le paiement d'une indemnité pour résiliation.

### **ARTICLE 7 – MODALITES DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS**

#### **7.1 Responsable administratif et technique pour Santé publique France**

La personne désignée comme responsable administratif est **la directrice générale de Santé publique France ou son représentant.**

La personne désignée comme responsable technique par Santé publique France est **le responsable de l'unité Surveillance des expositions de la Direction santé environnement travail ou son représentant.**

## **7.2 Responsable technique pour le titulaire**

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès de Santé publique France pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le titulaire mentionnera dans son offre le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de réaliser l'exécution de l'ensemble des opérations.

La bonne exécution de l'accord cadre suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de Santé publique France quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné par le Titulaire dans son offre est l'unique interlocuteur de Santé publique France pendant toute la durée de l'accord cadre : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le Titulaire en avise immédiatement Santé publique France et lui indique le nom, les coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

## **7.3 Vérification et admission des prestations**

La vérification et l'admission des prestations sera assurée par le responsable technique désignée à l'article 7.1 ci-dessus, pour le compte du pouvoir adjudicateur.

S'agissant des prestations du présent marché, il n'est pas fait application des articles 27 à 30 du chapitre V du CCAG-FCS.

### **La vérification des prestations**

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions concernant la validation des résultats figurant dans le CCTP de chacun des lots.

Les 100 premiers échantillons dosés de chaque étude ou cycle (hors échantillons PARC) feront l'objet d'une vérification sur la base des premiers résultats obtenus et transmis à Santé publique France.

La vérification des dosages suivants sera réalisée sur la base des résultats des séries de dosages de chaque étude ou cycle réalisés par le Titulaire.

A réception des résultats, le responsable de l'unité Surveillance des expositions de la Direction santé environnement travail ou son représentant dispose d'un délai maximum de 6 semaines pour valider la qualité des dosages réalisés.

La vérification de la qualité des dosages sera réalisée systématiquement par Santé publique France qui se réserve la possibilité de désigner un prestataire de contrôle.

Lorsque le responsable de l'unité Surveillance des expositions de la Direction santé environnement travail ou son représentant estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. Le Titulaire pourra alors être amené à refaire des dosages à ses frais à la demande de Santé publique France.

En cas de résultat de dosage validé mais pour lequel Santé publique France souhaite une confirmation, alors le titulaire pourra être amené à refaire le dosage dont les frais seront à la charge de Santé publique France.

**L'admission des prestations** sera prononcée au vu du nombre de dosages contrôlés et validés par la responsable de l'unité Surveillance des expositions de la Direction santé environnement travail ou son représentant. Le Titulaire est réputé accepter la décision du responsable de l'unité Surveillance des expositions de la Direction santé environnement travail ou son représentant.

**Seule la validation de la qualité des dosages vaut admission des prestations et ouvre droit à paiement** partiel définitif dans les conditions énoncées à l'article modalités de règlement du présent CCAP.



Dans le cas où des dosages non conformes\* aux dispositions du CCAP, ou du CCTP du présent marché seraient acceptés, une réfaction d'au plus 40 % sur le montant de la valeur des dosages H.T. sera pratiquée.

\* non-respect de la méthode imposée ou proposée dans l'offre, non-respect des biomarqueurs à analyser, non-respect des conditions de réception des échantillons, défaut de l'étiquetage d'identification, et défaut dans les conditions de manipulation des échantillons, défaut des limites de détection et de quantification, défaut dans les % de répétabilité, reproductibilité et de l'incertitude.

En cas de non satisfaction à un essai inter-laboratoire en cours de marché, le titulaire s'engage à réaliser des dosages de contrôles à ses frais, de tout ou partie des dosages déjà validés et payés entre la date de validité du dernier essai inter-laboratoire satisfait et la date de délivrance du nouveau certificat.

Dès lors qu'un essai inter-laboratoire nouveau s'organise, et de non satisfaction à cet essai par le titulaire ce dernier s'engage à réaliser des dosages de contrôles à ses frais de tout ou partie des dosages déjà validés et payés entre la date de début des dosages d'une étude ou cycle concerné et la date de délivrance du premier certificat.

En complément et par dérogation aux dispositions du CCAG FCS, les contrôles suivants seront effectués pendant la réalisation des prestations.

### **Contrôle de Santé publique France**

Santé publique France se réserve la possibilité de procéder à des contrôles de la qualité des prestations réalisées par le titulaire tant sur les aspects logistiques, informatiques que techniques. Ces contrôles pourront être réalisés soit par Santé publique France, soit par un prestataire mandaté par Santé publique France.

L'objectif de ces contrôles aléatoires est de vérifier que les locaux et le matériel sont conformes à la réglementation et que les échantillons sont stockés dans des conditions de température et de sécurité nécessaires et conformément aux dispositions des CCTP. Ils permettront également de vérifier que la traçabilité et la confidentialité sont optimales. La périodicité des contrôles n'est pas arrêtée. Les coûts des éventuels tests qui seraient réalisés durant ces contrôles seront à la charge de Santé publique France.

Santé publique France se réserve la possibilité de procéder à des contrôles aléatoires de la qualité de certains échantillons stockés par le ou les titulaire(s). L'objectif de ces contrôles aléatoires est de vérifier le seuil de quantification des échantillons (niveaux de performance indiqués dans le cahier des charges), ainsi les % de répétabilité, reproductibilité et d'incertitude. Ces contrôles seront effectués sur des échantillons stockés par le titulaire (nombre à déterminer par Santé publique France lors du contrôle). La périodicité des contrôles n'est pas arrêtée. Le laboratoire de contrôle sera choisi par Santé publique France, et les coûts de transports et d'analyse des échantillons tests seront à la charge de Santé publique France. Les vérifications réalisées par le laboratoire de contrôle pourront également concerner les conditions de réception, de stockage et de préparation des échantillons. Des contrôles pourront également concerner la gestion informatique des données relatives aux prélèvements traités ou aux échantillons stockés.

Les dosages non conformes aux dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et du Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) de chacun des lots du présent marché pourront donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 19 du présent CCAP.

## **ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX**

Les prix indiqués par le Titulaire sur l'annexe financière de l'acte d'engagement de chacun des lots sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres. Le marché est conclu à prix unitaires et forfaitaires.

Les prix sont fermes la première année d'exécution de l'accord cadre à compter de sa date de notification.

Ils pourront ensuite être révisables annuellement selon la formule figurant à l'article 9 ci-dessous.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que les frais de gestion et toutes les autres dépenses et sujétions résultant de l'exécution des prestations : frais techniques, frais de structures, de transport, de livraison, frais postaux, frais d'assurance, de déplacement, de production de livrables ou de participations aux réunions, les marges pour risque et marges bénéficiaires.

Aucune facturation en sus des prix figurant sur les bordereaux de prix n'est acceptée.

## ARTICLE 9 – REVISION DES PRIX

Les prix sont révisables annuellement, à date d'anniversaire du présent accord cadre, sur demande d'une des parties, par application de la formule figurant ci-dessous.

Toute demande de révision par l'une ou l'autre des parties est adressée au plus tard 1 mois avant la date anniversaire de notification du marché, sous peine de forclusion.

Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date anniversaire.

$$P = P_0 (0,125 + 0,875 \frac{S_1}{S_2})$$

Dans laquelle :

P représente le montant révisé ;

P<sub>0</sub> représente les prix au mois de remise des offres (soit février 2024) ;

S<sub>1</sub> représente le dernier indice Services de laboratoires d'analyses médicales publié à la date de révision des prix ; Identifiant 001766116

S<sub>2</sub> représente le dernier indice Services de laboratoires d'analyses médicales, publié au mois de remise des offres (soit février 2024). Identifiant 001766116

Les révisions de prix du présent marché n'ont pas à être constatées par avenant.

## ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels figurant au CCTP ou tout autre document contractuel, sont dépassés par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure, les pénalités suivantes :

### ***Pénalités de retard du délai d'exécution***

Si les délais prévus dans les documents contractuels ne sont pas respectés du fait du titulaire, ce dernier encourt sans mise en demeure préalable et à compter d'un retard d'une semaine, une pénalité égale à 5 % du montant H.T. des analyses concernées (voir bon de commande), par semaine de retard. Ce montant est plafonné à 25 % de la valeur des analyses.

### **Pénalités relatives au plan de progrès social**

En cas de non-respect de la signature du document « plan de progrès » annuellement imputable à l'entreprise titulaire, celle-ci subira une pénalité égale à 3 000 euros H.T (trois mille euros) par année non signée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entreprise titulaire subira une pénalité égale à 100 euros H.T par jour de retard à compter de la mise en demeure infructueuse par Santé publique France.

Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, en cas de non-respect des formalités prévues aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité de

100 Euros par jour de retard, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de 15 jours fixé par l'article R. 8222-3 du code du travail. L'application de cette pénalité est plafonnée dans les limites fixées au 1er alinéa de l'article L. 8222-6 du code du travail.

### **Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix seront retenues sur les sommes dues au Titulaire.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, Santé publique France pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables. Les pénalités sont applicables de plein droit et ne font pas obstacle à l'application des possibilités de résiliation du marché.

Le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

## **ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT ET DE PAIEMENT**

### **11.1 Avance**

Une avance est accordée au Titulaire lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 € H.T. et la durée d'exécution supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant T.T.C. du bon de commande.

Le remboursement de l'avance sera fait dans les conditions de l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

Le Titulaire peut renoncer à cette avance en l'indiquant sur l'acte d'engagement ou par une attestation annexée à l'acte d'engagement.

### **11.2 Acomptes**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. La périodicité de versement des acomptes est de trois mois maximum.

Le versement d'acompte ne pourra intervenir que sur présentation des justificatifs attestant des prestations effectivement réalisées et des montants correspondants.

Les acomptes ne constituent pas des règlements partiels définitifs au sens des dispositions de l'article R2191-26 du code de la commande publique.

### **11.3 Modalités de paiement**

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, sur service fait.

Pour chaque commande réceptionnée, le titulaire adresse à Santé publique France la facture correspondante :

- Les 100 premiers dosages de chaque étude ou cycle seront facturés à Santé publique France après admission de la prestation dans les conditions définies à l'article 7.3 du présent CCAP,
- Chaque trimestre, le Titulaire adressera à Santé publique France la facture correspondant au nombre de dosages validés conformes de chaque étude ou cycle ayant fait l'objet d'une admission dans les conditions définies à l'article 7.3 du présent CCAP.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le Titulaire au titre des réfections et pénalités prévues au présent marché.

Chaque facture est établie en un exemplaire original comportera notamment les éléments suivants:

1. Nom et adresse du Titulaire,
2. Le cas échéant, numéro de son compte bancaire ou postal,
3. la date de la facture,
4. L'intitulé de l'accord cadre, le numéro du lot et du bon de commande afférent,
5. Les dates d'exécution, l'objet de la prestation et étude ou cycle concerné,
6. La nature des prestations exécutées,
7. Le montant total H.T, celui de la T.V.A et son taux et le montant T.T.C de la commande.
8. Les factures sont accompagnées des justificatifs le cas échéant.

### **Règles complémentaires de paiement concernant les dosages dans le cadre du projet européen PARC**

Selon l'accord de la Commission Européenne et les financements accordés pour la réalisation des dosages dans le cadre du projet PARC :

- Soit le titulaire est partenaire du projet PARC (signataire du consortium ou entité affiliée à un signataire), et Santé publique France demandera à la coordination du projet PARC le transfert des budgets dédiés aux dosages concernés vers le partenaire, afin que ce dernier puisse déclarer ses coûts à 100% et demander la contribution à la CE à hauteur de 45%.  
Santé publique France prendra en charge sur fonds propres le complément de 55% sous réserve de la réception d'une facture, de 55% du cout total des dosages PARC réalisés et validés, établie par le titulaire (facture fera apparaître le montant unitaire (issu du BPU), le montant de la prise en charge PARC (45%) et enfin la part SPF(55%)),
- Soit le titulaire n'est pas partenaire du projet PARC et il pourra prétendre au règlement de 100% des sommes dues par Santé publique France après validation des prestations.

En application de la réglementation (Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

**N° chorus : 13002233800011**  
**Santé publique France**  
**Service des factures publiques**

Dans le cas où cette obligation ne s'impose pas au Titulaire au moment de la notification du marché et qu'il ne lui est pas possible de la mettre en œuvre par anticipation, les factures doivent être adressées en version dématérialisée au format PDF non signé à [sfact@santepubliquefrance.fr](mailto:sfact@santepubliquefrance.fr)

#### **11.4 Domiciliation des paiements**

Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ou de tout autre compte sur demande écrite du Titulaire.

La modification des coordonnées bancaires du Titulaire ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant.

#### **11.5 Délai global de paiement**

L'agent comptable de Santé publique France règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Le non-paiement dans les délais des sommes dues par Santé publique France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est dû dès le 1er jour de retard.

Le délai de 30 jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier postal ou d'un mail indiquant les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au règlement.

#### **11.6 Renseignements d'ordre comptable**

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataires, sont les suivants :

- Ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement : la Directrice générale de Santé publique France
- Comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable

#### **11.7 Règlement au profit du ou des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie de l'accord cadre dont il assure l'exécution.

Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le Titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

### **ARTICLE 12 – NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES**

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créance de la part du titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises.

A cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au titulaire au moment de la notification du marché.

Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du Titulaire, à l'établissement financier de son choix. La personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R. 2191-60 du Code de la commande publique figure sur l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 13 – PERSONNEL DU TITULAIRE**

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion que les agents de Santé publique France.

#### **13.1 Qualification des personnels intervenants**

Le Titulaire doit disposer de personnels confirmés, spécialiste du domaine pour l'exécution des prestations. La bonne exécution du marché suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet une équipe constituée de professionnels confirmés et identifiés. Cette équipe ne pourra faire l'objet de changements incessants ou imprévisibles.

La qualification des personnels du Titulaire figure à l'annexe « équipe dédiée » de l'acte d'engagement de chacun des lots.

#### **13.2 Absence prolongée, départ du personnel et remplacement**

En cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 48 heures, en aviser Santé publique France par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalents dans les 48 heures suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant devra être expressément agréé par Santé publique France, dans les 8 jours suivant sa désignation.

Santé publique France se réserve, le droit de rejeter la personne proposée si elle ne dispose pas du niveau et des compétences requises. Le Titulaire dispose alors de 48 heures pour proposer un nouveau remplaçant. En cas de nouveau rejet de Santé publique France, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis et sans indemnité, aux torts exclusifs du Titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

### **13.3 Protection de la main d'œuvre**

Le Titulaire s'engage à respecter les législations relatives au droit du travail et aux conditions de travail du pays où la main d'œuvre est employée. Il est tenu au respect des 8 conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment au Titulaire, au cours de l'exécution de l'accord cadre, de justifier du respect des obligations des 8 conventions de l'OIT et de lui fournir les attestations sur l'honneur correspondantes.

Le Titulaire s'engage à fournir **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du Code du Travail) lorsque le cocontractant emploie des salariés ;
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant datant de moins de 6 mois ;
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Ou en lieu et place des attestations mentionnées ci-dessus, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ;
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Santé publique France, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Cette modalité de dépôt est vivement recommandée. Toutefois, les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent également être adressées à Santé publique France à l'adresse suivante en rappelant les références de l'accord cadre :

Santé publique France  
DAF - Unité Achats/marchés  
12 rue du Val d'Osne  
94415 Saint Maurice Cedex

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

### **13.4 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)**

Si en vertu de l'article L 8222-6 du code du travail le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5, Santé publique France peut, après mise en demeure du titulaire restée

sans effet dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier adressé en recommandé avec accusé réception, soit :

- Appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 500 euros par jour d'infraction. Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximale de 15 jours.

Cependant, le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 du code du travail et dans la limite de 10% du montant consommé sur le marché à la date d'expiration du délai laissé au titulaire pour faire cesser la situation litigieuse.

- Résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 14 – MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES - CLAUSE DE REEXAMEN**

### **14.1 Marché de prestations similaires**

Santé publique France pourra recourir au marché public sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation des prestations similaires, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

### **14.2 Clause de réexamen**

En application des articles R. 2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique et des dispositions du présent CCAP, l'accord-cadre est susceptible d'être modifié dans les hypothèses suivantes :

#### **1 : Réexamen périodique des méthodes de dosage**

"Les méthodes de dosage utilisées dans le cadre du présent marché seront réexaminées tous les 2 ans par les parties contractantes, afin de s'assurer de leur conformité avec les évolutions normatives et technologiques. Ce réexamen se fera automatiquement et sera l'occasion de valider la pertinence des techniques en fonction des progrès scientifiques, des équipements utilisés ou des modifications des réglementations applicables."

#### **2 : Réexamen des échantillons en cas de problème récurrent de qualité**

"Si des anomalies répétées dans la qualité des échantillons sont constatées sur une période de 6 mois, un réexamen automatique sera lancé pour déterminer si la procédure de prélèvement, de stockage ou de transport doit être révisée. Ce réexamen inclura une analyse des processus en place et pourra inclure une nouvelle validation des critères de réception des échantillons."

#### **3 : Réexamen des critères de validation des résultats**

"Les critères de validation des résultats de dosage des échantillons (par exemple, critères d'acceptabilité des résultats, marges d'erreur) seront réexaminés à chaque étude ou à chaque cycle pour l'étude Albane, ou plus fréquemment en cas de mise à jour des référentiels scientifiques ou des normes de l'industrie. Ce réexamen sera effectué en accord avec les parties, et les nouveaux critères seront appliqués à toutes les analyses en cours."

#### **4 : Réexamen des délais d'exécution en fonction de la charge de travail**

"Les délais d'exécution des analyses seront réexaminés tous les ans en cas d'augmentation significative de la quantité d'échantillons à analyser. Si la charge de travail dépasse un seuil défini d'un commun accord, les délais pourront être ajustés automatiquement, à condition que les parties en soient informées dans les 30 jours."

Les hypothèses visées ci-dessus donnent lieu, en cas d'accord des Parties sur la ou les modification(s) à apporter au marché à la conclusion d'un avenant.

En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

## **ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire ainsi que l'ensemble de son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et descriptions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du présent accord cadre, à l'exception des éléments qui seraient tombés dans le domaine public, ou s'ils avaient eu connaissance de ces éléments par des tiers ou des moyens légitimes.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets, sans l'accord préalable de Santé publique France, et s'engage à faire respecter par chacun de ses personnels un engagement de stricte confidentialité.

## **ARTICLE 16 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu du Titulaire le déploiement d'actions ayant pour objectifs de réduire son impact environnemental. Ainsi, tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire devra décliner les actions présentées dans son offre concernant :

- Les mesures prises pour réduire l'impact environnemental de son activité, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- Les mesures prises pour le traitement et le recyclage des déchets et rejets issus des analyses des laboratoires, traitement des déchets chimiques (solvants, acides, base, déchets d'emballages, verrerie souillée, échantillons de laboratoire, ...) ;
- Les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Les mesures prises pour limiter l'impact environnement des réunions et des déplacements en privilégiant la visio conférence et les transports plus respectueux de l'environnement.

Ces mesures seront accompagnées d'objectifs à atteindre sur la durée du marché. Le Titulaire fournira annuellement un bilan des mesures mises en œuvre et des objectifs atteints.

Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution environnementale du contrat.

## **ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE**

Si le Titulaire souhaite avoir recours à la sous-traitance, les sous-traitants devront être acceptés par Santé publique France conformément à la loi du 31 décembre 1975 selon les règles prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Toutes les clauses substantielles de l'accord cadre s'appliquent aux sous-traitants, et notamment celles qui concernent la confidentialité, la sécurité et la protection des données, les délais, les pénalités pour retard et les modalités de règlement.

Le titulaire s'engage à respecter et faire respecter par ses sous-traitants la réglementation en vigueur et à mettre en place toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer la sécurité des données à caractère personnel.

Il est rappelé au Titulaire que selon la loi relative à la sous-traitance, tout sous-traitant doit être préalablement accepté et ses conditions de paiement homologuées par Santé publique France avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées. En fonction de la nature des prestations sous traitées et du besoin de sécurité identifié, Santé publique France se réserve le droit de récuser tout sous-traitant ne présentant pas les garanties suffisantes pour exécuter les prestations conformément aux exigences de sécurité.



De la même façon, il est rappelé que toute prestation sous-traitée et représentant une somme qui à ce jour est fixée à 600 € TTC peut faire l'objet d'un paiement direct selon la demande du sous-traitant. Toute demande de paiement direct faite par un sous-traitant doit être validée par le Titulaire du présent marché.

En cas de sous-traitance d'une prestation que le titulaire peut réaliser lui-même, les documents suivants doivent être fournis attestant que le soumissionnaire et son sous-traitant possèdent :

- ↳ Une méthode analytique identique ;
- ↳ Des procédures de validation interne communes aux laboratoires ;
- ↳ Des études de comparabilité entre les laboratoires faisant la preuve que les résultats obtenus sont similaires ;
- ↳ Des conditions de transport des échantillons du soumissionnaire vers son sous-traitant, permettant de garantir l'intégrité des échantillons (utilisation de carboglace, sonde de température, etc.).

## **ARTICLE 18 - ASSURANCES**

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du Titulaire. Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que Santé publique France puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le Titulaire est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature, causés par la conduite des prestations objet du présent marché ou les modalités de leur exécution. Il est notamment responsable des sinistres pouvant survenir lors du transport ou utilisation des fournitures ou matériel mis à disposition.

## **ARTICLE 19 – RESILIATION**

Santé publique France peut, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci par une décision de résiliation du marché notifié dans les conditions de l'article 38 du CCAG FCS. La résiliation a lieu conformément aux stipulations du chapitre VII du CCAG FCS.

En cas d'arrêt en cours d'exécution du marché, les sommes dues au Titulaire seront calculées au prorata du travail déjà effectué.

## **ARTICLE 20 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## ARTICLE 21 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION

En cas de litiges, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article L2197-6 du code de la commande publique. Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du tribunal administratif de Melun.

## ARTICLE 22 – PROTECTION DES DONNEES

### 22.1 Terminologie

Aux fins du présent accord cadre, les termes « données à caractère personnel », « traitement », « limitation du traitement », « fichier », « responsable de traitement », « sous-traitant », « destinataire », « tiers », « consentement », « violation de données à caractère personnel », « autorité de contrôle » ont la même signification que dans le Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Par Données, sont entendues, les données à caractère personnel traitées par le Titulaire pour l'exécution du présent marché.

Par Traitements, sont entendus les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution du présent marché.

### 22.2 Description du Traitement

Le Titulaire (sous-traitant) est autorisé à traiter pour le compte de Santé publique France (responsable de traitement) les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation de prestations de stockage, de conditionnement, de routage, de prestations annexes et de reporting.

La nature des opérations réalisées sur les données est, notamment, la réalisation de mailing, ou encore l'utilisation des données pour procéder à l'acheminement des commandes. La nature des opérations et leur finalité sont détaillées dans les dispositions des articles 2 et 3 du CCTP.

Les données à caractère personnel traitées sont les noms, prénom(s), numéros de téléphone, adresses e-mails, adresses postales, [mention de plis](#) non distribués.

Les catégories de personnes concernées sont les personnes listées dans les fichiers d'adressage transmis par Santé publique France.

Dans le cadre du traitement des commandes faites par les clients de Santé publique France (commandes de productions de Santé publique France : documents papier, kits, matériels de prévention...), le Titulaire conserve l'ensemble des données pendant tout la durée du marché (sauf indication contraire de Santé publique France).

Dans le cadre d'études ou enquêtes épidémiologiques, la conservation des données par le Titulaire est 3 mois maximum après le dépôt poste des envois liés à ces enquêtes ou études.

### 22.3 Cadre Légal et dispositions générales

Le Titulaire s'engage à assurer la protection et la sécurité des Données recueillies dans le cadre du marché dans le respect des obligations posées par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, du RGPD ainsi que par les législations et recommandations applicables à Santé publique France en matière de protection des données (en particulier des données de santé à caractère personnel) et de sécurité des systèmes d'information. Le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel:

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat, l'accord préalable du responsable de traitement est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à la confidentialité et à la sécurité des données à caractère personnel, la responsabilité du Titulaire peut être engagée notamment sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Les données à caractère personnel transmises au Titulaire ou collectées par le Titulaire lors de l'exécution de l'accord cadre sont couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et engage la responsabilité pénale du Titulaire à ce titre.

#### **22.4 Engagements du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par toute personne intervenant pour son compte dans la réalisation du Traitement les engagements suivants :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent Marché
2. Traiter les données sur instructions documentées de Santé publique France et conformément aux clauses du présent marché.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Santé publique France. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Titulaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent Marché.
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter, sous la responsabilité du Titulaire, les Données à caractère personnel pour l'exécution des prestations du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

#### **6. Sous-traitance**

En cas de recours à la sous-traitance dans les conditions prévues par l'article 13 du CCAP en date du 14/12/2015, il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de Santé publique France.

#### 7. Droit d'information des personnes concernées

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

#### 8. Exercice des droits des personnes

Le Titulaire doit aider le responsable de traitement, dans les délais prévus par le RGPD, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

#### 9. Notification des violations de données à caractère personnel et failles de sécurité :

Le Titulaire notifie à Santé publique France toute violation de données à caractère personnel et faille de sécurité dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen à l'adresse [dpo@santepubliquefrance.fr](mailto:dpo@santepubliquefrance.fr) et tout autre moyen adéquat. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Santé publique France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le Titulaire portant sur le Traitement qui lui est confié, celui-ci s'engage, sous réserve d'une disposition législative ou réglementaire contraire, à en informer immédiatement Santé publique France.

#### 11. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par Santé publique France de ses obligations

Le Titulaire aide Santé publique France pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour l'accomplissement des formalités imposées à Santé publique France pour le Traitement qui lui est confié.

#### 12. Mesures de sécurité

Le Titulaire assure la sécurité et de la confidentialité des Données et extractions de Données qu'il traite pour le compte de Santé publique France durant toute l'exécution du présent accord cadre, conformément aux dispositions de l'article 32 du RGPD.

Des garanties de sécurité complémentaires pourront être demandées au Titulaire pour le traitement de données à caractère personnel sensibles. Ces mesures pourront se traduire par une conservation sous forme chiffrées desdites données.

#### 13. Délégué à la protection des données et Référent sécurité

Le Titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

Le Titulaire peut utilement correspondre avec le DPO le RSSI (responsable de la sécurité des systèmes d'information) de Santé publique France. Le Titulaire assure un dialogue ouvert avec ceux-ci et a une obligation de :

- répondre à leurs éventuelles questions
- fournir, le cas échéant, la documentation permettant de justifier la conformité à l'article 34 de la loi Informatique et Libertés modifiée, des mesures techniques et organisationnelles de protections mises en œuvre par lui ou par ses sous-traitants.

#### 14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Santé publique France dans des formes conformes aux dispositions de l'article du 30 du RGPD.

#### 15. Documentation et Audit

Santé publique France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à accepter des audits sécurité.

L'audit doit pouvoir permettre de s'assurer que les mesures de sécurité et de confidentialité mises en place sont effectives.

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Sous réserve d'un incident nécessitant une intervention urgente, ces audits seront notifiés au Titulaire au minimum 15 jours en amont.

#### 16. Sort des données

##### Restitution des Données

Sur demande de Santé publique France, à tout moment et pour quelque cause que ce soit, le Titulaire et ses éventuels sous-contractants fourniront sans délai à Santé publique France une copie de l'intégralité des Données relevant de leur responsabilité dans un format structuré et couramment utilisé.

La restitution des Données pourra être constatée par procès-verbal daté et signé par les Parties.

##### Destruction des Données

Le Titulaire détruit les Données transmis pour un envoi au plus tard jusqu'à un mois après la réalisation de l'envoi concerné.

Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### Engagements de Santé publique France

Santé publique France s'engage à :

1. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire.
2. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire.
3. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

<b>ARTICLE 23 – PLAN DE PROGRES EN MATIERE SOCIALE</b>
--

Engagement à la mise en œuvre d'un plan de progrès en matière sociale

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, Santé publique France, a décidé de faire application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique du 1er avril 2019 en incluant dans le présent marché une condition d'exécution relative à la mise en œuvre d'un plan de progrès en matière sociale. Celui-ci se substitue à l'obligation de clause sociale d'insertion en raison d'un volume

horaire insuffisant à permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause ne concerne pas la politique générale du Titulaire mais s'applique à l'ensemble des moyens humains mis à disposition par ce dernier pour la réalisation des prestations inscrites au marché. Certains axes concernent exclusivement les publics bénéficiaires de la clause sociale d'insertion alors que d'autres portent sur l'ensemble des salariés affectés à la prestation ou susceptibles de l'être.

Les axes du plan de progrès social

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu que le Titulaire s'engage à proposer en concertation avec Santé publique France et le facilitateur désigné des actions définies ultérieurement parmi les axes de progrès suivants :

Axes de progrès attendus en matière sociale Exemples d'actions susceptibles d'être mises en œuvre  
Recrutement et maintien dans l'emploi de personnes éligibles à la clause sociale d'insertion

S'engager sur :

- la nature et la durée des formations proposées aux personnes éligibles
- la qualité et la fréquence du tutorat mis en place
- la diversification des profils éligibles
- la part des publics éligibles à l'insertion recrutés en alternance
- le recrutement de personnes relevant de l'insertion sur un volume horaire annuel significatif

Découverte et sensibilisation des métiers à destination des publics éligibles à la clause sociale d'insertion

- Participer à des journées portes ouvertes, des rencontres/forums pour l'emploi sur le territoire en vue de recrutements pour des publics ciblés
- Participer à des temps de découvertes métiers avec des publics ciblés
- Accueillir des demandeurs d'emploi pour des enquêtes métier
- Accueillir des publics en recherche d'emploi ou de définition de projet professionnel, pour des stages ou des PMSMP, etc.

Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femme/homme S'engager sur :

- La progression de la part des personnes en situation de handicap
- la progression de la part des femmes parmi les publics (en insertion ou pas)
- des dispositifs de promotion de l'égalité professionnelle (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché)
- la sensibilisation sur les comportements sexistes au travail (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché)
- la conciliation des temps de vie professionnels et personnels (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché)

Améliorer la santé et la sécurité au travail

S'engager sur :

- La prévention des maladies et accidents professionnels
- L'amélioration des conditions de travail
- La lutte contre l'illettrisme en milieu professionnel

L'entreprise titulaire est également libre de proposer d'autres actions de mise en œuvre n'appartenant pas aux exemples mentionnés plus haut mais qu'elle jugerait pertinentes.

Les modalités de mise en œuvre du plan de progrès social

Dans les deux mois suivant la notification du marché, une réunion entre Santé publique France, le facilitateur et l'entreprise titulaire sera organisée par cette dernière afin de préciser le contenu du plan de progrès social.

Pour chaque axe de progrès ciblé, l'entreprise titulaire présentera à Santé publique France un projet détaillant les objectifs qu'elle est en mesure d'atteindre, les actions et les ressources nécessaires afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès ciblés. Ce plan d'action précisera également les rôles et responsabilités des acteurs ainsi que les modalités de suivi et de

contrôle.

Tous les semestres et dans les 2 mois suivant la date du 1<sup>er</sup> anniversaire de la notification du présent marché, Santé publique France, en lien avec le facilitateur, procède au bilan du plan de progrès défini l'année précédente et au renouvellement de celui-ci pour l'année suivante.

Le plan de progrès élaboré conjointement par les trois parties précise les points suivants :

- 1) les objectifs mesurables et/ou quantifiables ;
- 2) les indicateurs de mesure associés ;
- 3) les actions à la charge de l'entreprise titulaire ;
- 4) les actions à la charge de Santé publique France ;
- 5) les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- 7) les modalités de suivi et de contrôle prévues.

Le plan de progrès, validé par les trois parties, sera formalisé dans le cadre d'un échange de courrier dès lors qu'il ne modifie pas les stipulations du contrat.

#### Dispositif d'accompagnement

Afin de faciliter la mise en œuvre de ce plan de progrès, Paris Habitat a confié le suivi de cette condition d'exécution aux facilitateurs de Paris Est Marne & Bois. Dans ce cadre, un dispositif d'accompagnement des entreprises est mis en place tout au long de l'opération.

Les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi, dès le montage de leur dossier d'appel d'offres, prendre contact avec :

Paris Est Marne & Bois

1 place Uranie 94340 Joinville-Le-Pont

Pascale VIOT, Cheffe de Projet Clauses Sociales - Direction de la Cohésion Sociale

[pascale.viot@pemb.fr](mailto:pascale.viot@pemb.fr)

01 84 23 51 58 - 06 48 29 49 34

Sébastien Pigniez, Facilitateur des clauses sociales - Direction de la Cohésion Sociale

[sebastien.pigniez@pemb.fr](mailto:sebastien.pigniez@pemb.fr)

01.84.23.31.35 - 06.07.27.83.65

#### Modalités de suivi du plan de progrès social

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action pour laquelle l'entreprise titulaire s'est engagée. A la demande de Santé publique France, l'entreprise titulaire devra fournir, dans le délai qui lui sera imparti, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. En tout état de cause, l'entreprise titulaire doit, dès leur survenance, informer Santé publique France par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'elle rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec l'entreprise titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

#### Engagement du candidat

Le candidat en signant son acte d'engagement :

✓ DECLARE avoir pris connaissance du présent article au cahier des clauses administratives particulières

✓ S'ENGAGE dans les deux mois suivant l'attribution du marché à contacter le facilitateur désigné en

charge du suivi de cette action pour organiser la première réunion « démarche progrès » nécessaire à l'élaboration du plan progrès, à le signer et d'organiser la réunion pour faire un point sur ce sujet tous les semestres à partir de la date anniversaire du marché.

✓ S'ENGAGE à fournir, à la demande dudit facilitateur en charge de cette opération et dans le délai qui lui sera imparti, toutes les informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action comme indiqué ci-avant.

<b>ARTICLE 24 - DEROGATIONS</b>
---------------------------------

L'article 3 déroge à l'article 4 du CCAG-FCS

L'article 6.3 déroge à l'article 13.1.1 du CCAG FCS

L'article 7.3 déroge à l'article 30 du CCAG - FCS

L'article 10 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.